

"L'Europe allemande" dans Le Nouvel Observateur (9 décembre 1974)

Légende: Le 9 décembre 1974, l'hebdomadaire français Le Nouvel Observateur porte un regard critique à l'encontre des réactions de l'Allemagne et de ses partenaires européens suite à la proposition du président français Valéry Giscard d'Estaing de réunir à Paris, les 9 et 10 décembre, le premier sommet des chefs d'État et de gouvernement des Neuf appelés à adopter le principe du Conseil européen.

Source: Le Nouvel Observateur. 09.12.1974. [s.l.].

Copyright: (c) Le Nouvel Observateur, tous droits réservés

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_europe_allemande"_dans_le_nouvel_observateur_9_decembre_1974-fr-02fc9b3e-4522-4cef-a3b2-b924fbb012fe.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

L'Europe allemande

C'est le « sommet » de Giscard qui se tient à Paris mais c'est Schmidt qui en sera la vedette

A trois semaines près, il était trop tard. La présidence française de la Communauté européenne se termine le 31 décembre à minuit. Le sommet des « Neuf », devenu depuis trois mois le cauchemar de plusieurs dizaines de diplomates, se réunit juste à temps. On n'y croyait plus. Il y a dix jours encore, on s'attendait à une annulation pure et simple. « *Si Giscard l'a maintenu, disent de méchantes langues, c'est qu'il n'était vraiment pas au courant de ce qui se passait* ». Les dernières réunions ministérielles des « Neuf » avaient été, de l'aveu même de certains participants, les plus éprouvantes et les plus lamentables de toute l'histoire de la Communauté.

Pourtant l'aubaine paraissait inespérée. Giscard annonce que la France veut renforcer les institutions européennes, élire le parlement européen au suffrage universel, introduire la pratique du vote majoritaire, multiplier les réunions des chefs de gouvernement. Et que font ses huit partenaires ? Ils restent de glace. « *Ce n'est pas par méfiance, par prudence ou parce qu'ils n'osent pas y croire, explique un fonctionnaire français de Bruxelles, c'est tout simplement qu'ils s'en foutent !* »

Frappés de mutisme

Sur un seul point, l'opinion, dans des huit autres capitales, est unanime: si les chefs d'Etat viennent à Paris, « c'est qu'on ne pouvait pas, en fin de compte, refuser cela à Giscard ». Dans deux ou trois petits pays, on ajoute même: « D'ailleurs, Schmidt nous a forcé la main. » Car le fait est là: c'est un sommet « français » qui s'ouvre aujourd'hui à Paris mais avec une vedette allemande.

Helmut Schmidt, justement, redescend, tout blindé de certitudes, d'un sommet bien plus important: il séjournait depuis jeudi dernier à Washington, accompagné de quarante ministres, économistes, hommes d'affaires et syndicalistes allemands. De quoi ont-ils parlé ? Pas de problèmes bilatéraux. « Il n'y en a pas entre l'Allemagne et les Etats-Unis », a décrété Schmidt. Avec Ford, Kissinger et Simon - secrétaire au Trésor -, l'Allemand a discuté de l'Europe et de la crise de l'énergie. Il est le seul homme d'Etat européen auquel Kissinger ait préalablement soumis son discours, prononcé il y a un mois à Chicago, sur le thème « *Pays riches, unissez-vous* ». C'était à la veille de la création, à Paris, de l'Agence internationale de l'Energie, à laquelle adhèrent les « Neuf », moins la France.

Depuis, Paris est sur la touche. Dans les conférences préparatoires au sommet, il a été pratiquement impossible d'aborder le problème le plus brûlant: celui de la politique commune de l'énergie. Chaque fois que le représentant français tentait une percée, il se heurtait à huit partenaires frappés de mutisme. Il y a une dizaine de jours, Jean Sauvagnargues essaie de rompre la glace. En conseil à Bruxelles, il propose aux « Neuf » un exercice: rechercher les moyens d'harmoniser les positions européennes et américaine en matière d'énergie. Silence, suivi d'une rumeur insistante: que la France rejoigne d'abord ses huit partenaires dans l'Agence internationale de l'Energie, aux côtés des Américains. Commentaire à Bruxelles: « Kissinger veut vider la C.E.E. de sa substance, regrouper le gros de la troupe européenne au sein de l'O.C.D.E., où l'essentiel des débats se déroulera sous la houlette américaine. »

Au sommet de Paris, derrière les *flashes*, les sourires, les poignées de main et les mots neutres des communiqués, c'est donc une partie beaucoup plus impitoyable qui se joue. On en trouve l'évocation dans l'énorme dossier que le très sérieux « Financial Times » vient de consacrer à l'Europe: « *Dans les mois à venir, du fait de l'inflation et de la crise de l'énergie, l'Europe va devenir plus dépendante des Etats-Unis et plus sensible à ses pressions politiques qu'à aucun autre moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.* » Dans cette optique, l'Agence internationale de l'Energie, qui a fait voler en éclats ce qui restait de solidarité européenne, n'est que « *la partie visible de l'iceberg* ».

La catastrophe financière qui frappe l'Europe depuis la hausse du prix du pétrole ne sera pas seulement l'occasion, pour Washington, de régler quelques vieux comptes avec le Marché commun, en particulier celui de la politique agricole commune. Le projet va beaucoup plus loin. Kissinger, ces derniers mois, s'est

constitué son état-major personnel de financiers et d'économistes. Il leur a demandé des études chiffrées, précises sur le recyclage des pétrodollars et les déficits extérieurs des différents pays européens.

Les vaincus de demain

Les résultats pour l'Europe sont sans espoir: des dettes, des dettes et encore des dettes. Quant aux dollars du pétrole, ils affluent massivement aux Etats-Unis, et accessoirement en Allemagne. Il n'y aura donc, pour les vaincus de demain, que deux recours: Washington et Bonn. Pour la majorité des pays européens, la situation est encore plus dramatique qu'à l'époque du plan Marshall et les dirigeants américains sont, aujourd'hui, plus durs en affaire que leurs ancêtres du temps d'Acheson et de Foster Dulles. Il faudra s'aligner. Seuls seront soutenus les pays qui marcheront « dans la bonne direction ». Telle est la philosophie - courte mais efficace - de l'administration Ford. « *Le rapport de force s'est déplacé de façon définitive* », commente sobrement le « Financial Times ».

Pourtant, au milieu du désastre européen, quelqu'un surnage: Helmut Schmidt. « *Un épicier, un comptable sans imagination politique* », disent ses adversaires en Allemagne.

En réalité, une mécanique cérébrale, parfaitement huilée, et qui réussit à déployer, sans trop d'accrocs, une double stratégie jouant tantôt l'Amérique contre les Européens, tantôt l'Europe contre les Américains.

« Ils s'affolent »

Dix jours avant le sommet de Paris, il ouvre un tir de barrage. Un haut fonctionnaire de Bonn confie à un journaliste américain les déceptions du chancelier, ses accès de colère. Il avait misé sur Giscard mais celui-ci n'est qu'une « planche pourrie ». Il ne contrôle pas son pays, ni même sa majorité. Il est prisonnier des « gaullistes », il n'y a aucun changement à attendre de lui. Ses propositions de relance européenne ? « *Des jeux institutionnels.* » Sans intérêt. L'attitude timorée de Giscard dans l'affaire Stehlin a été jugée, à Bonn, lamentable; son pèlerinage à Colombey, une honte; son équipée à bord du « Terrible », une provocation. Les incohérences du gouvernement Chirac pendant les conflits sociaux de novembre ont été examinées, outre-Rhin, à la loupe. « *Ils s'affolent*, a-t-on murmuré à la chancellerie. *Comment se comporteront-ils lorsque se produira une vraie crise ?* »

L'offensive anti-Giscard s'alimentait aussi de constatations plus terre à terre: il y a six mois, « Valéry » et « Helmut » se promettaient de rétablir un « parallélisme » dans l'évolution économique de leurs pays respectifs. Aujourd'hui, Schmidt, pour des raisons de politique intérieure, est obligé de mettre en œuvre un programme de relance économique. Il profitera du sommet de Paris pour l'annoncer: comme un cadeau que l'Allemagne fait au reste de l'Europe. A l'origine, il comptait le monnayer contre des mesures plus sévères de lutte contre l'inflation dans les pays voisins. Mais c'est sans espoir: « *Nous sommes bien obligés de constater*, dit-on à Bonn, *que nous avons contenu la hausse des prix à 7% alors qu'à Paris elle dépassera 15%.* » Donc, fini le « parallélisme ».

« *Pourquoi se le cacher*, dit un haut fonctionnaire de Bruxelles : *il y a deux Europe, celle qui marche et celle qui ne marche pas.* » Willy Brandt l'a dit tout aussi crûment à Paris, il y a quinze jours, dans un discours que Schmidt avait lu auparavant. Thème général: il faut être réaliste. L'Europe doit avancer avec ceux qui en sont capables, les autres les rejoindront quand ils le pourront. Brandt, parmi les laissés-pour-compte, a nommé l'Italie et la Grande-Bretagne. Il a omis de citer la France, peut-être par politesse, parce qu'il parlait à Paris. Mais le sens est clair. Le « noyau dur » de l'Europe, tout le monde le sait - et on le dit ouvertement à Bonn -, c'est l'Allemagne et le Bénélux. L'Europe allemande.

Autant de pierres, de plus en plus grosses, jetées dans le jardin de Giscard. Le sommet européen s'annonçait maintenant sous un jour catastrophique. Allait-on l'annuler ? Mais non, Schmidt ne voulait pas aller jusque-là. En quelques jours — à la veille de son voyage à Washington —, il a sauvé la mise à Giscard.

C'est le deuxième mouvement de la manœuvre. Schmidt, brusquement, convainc les hésitants. On ira à Paris. Lui-même, avant de débarquer sur les bords du Potomac, déclare bruyamment qu'en matière pétrolière il est

favorable à une conférence tripartite — d'ailleurs, c'est une vieille idée à lui — et qu'il faut engager le dialogue entre consommateurs et producteurs de pétrole. Paris respire. Tout n'est pas perdu.

Mais pourquoi Schmidt a-t-il fait cela ? D'abord parce qu'il est convaincu que Giscard sera obligé, tôt ou tard, de rejoindre le dispositif américain — la fameuse Agence internationale créée par Kissinger, l'O.T.A.N. de l'Energie. Les propos multiples de Sauvagnargues et les conversations téléphoniques qu'il a eues avec Giscard lui ont mis la puce à l'oreille: la France cherche une porte de sortie. Financièrement, elle est coincée. Quel que soit le système de recyclage, elle sera obligée de s'y rallier, pour éviter, à terme, la banqueroute. Le tout c'est de trouver une formule qui évite à Giscard de perdre la face. Et Schmidt, à Washington, s'y est employé. D'autant plus que la proposition giscardienne de conférence tripartite n'est pas tombée dans un vide complet. Certains pays arabes, tels l'Irak et le Koweït, s'y intéressent. L'Algérie aussi, avec des aménagements importants ⁽¹⁾. Enfin, Schmidt tient, lui aussi, à jouer un beau rôle - on ne sait jamais - face aux Arabes: il ne faut pas laisser aux Français, très actifs depuis quelques semaines, l'exclusivité des bonnes affaires avec les nouveaux riches.

Mais il y a, à la démarche des Allemands, une explication moins terre à terre, plus « stratégique ». Après avoir donné une bonne leçon au « nationalisme indémodable » des Français, en minimisant l'impact du sommet européen voulu par Giscard, Schmidt compte garder le maximum d'atouts pour le futur tête-à-tête germano-américain. Or une Europe totalement disloquée ne lui serait d'aucun recours. Il lui suffit qu'elle soit alignée sur les normes atlantiques. Cela lui évite un choix ouvert - et donc humiliant - entre Paris et Washington. Mais, puisque la direction de cette Europe lui échoit dans les faits, il compte l'assumer, y compris face à son partenaire privilégié: les Etats-Unis.

On a bien compris à Bonn que la démarche de Washington dans la controverse sur l'énergie n'a pas pour seul but la sauvegarde de l' « intégrité » du monde occidental mais aussi la défense acharnée des intérêts américains: le contrôle financier des pays industriels par le système bancaire d'outre-Atlantique d'abord, le monopole de la technologie avancée de l'énergie - en particulier celle de l'uranium enrichi - ensuite. Le revirement qui s'annonce dans la politique énergétique de Washington - où l'on trouve brusquement toutes les vertus au maintien de prix élevés pour le pétrole - ne fait que renforcer la conviction de Schmidt: il va falloir négocier âprement le « bout de gras » avec les Américains - en toute solidarité atlantique.

Tournée des popotes

Or les circonstances favorisent les Allemands, et d'une manière inattendue. Non seulement, pour eux, la coopération avec l'U.R.S.S. n'est pas un vain mot mais, en même temps, Washington vient de leur décerner la mention « très bien » pour la prestation de la Bundeswehr au sein de l'O.T.A.N.: c'est plus important qu'on ne pourrait le croire à première vue.

James Schlesinger, secrétaire américain à la Défense, n'est pas loin de penser qu'un peu de maccarthysme ne ferait pas de mal à l'Europe. Pour lui, les Allemands sont « *les seuls sur lesquels on puisse encore compter* ». Pourquoi ? Parce que les Britanniques, les Hollandais et les Belges réduisent leurs dépenses militaires. Le Portugal est presque « aux mains des communistes ». L'Espagne est menacée, la France aussi; l'Italie, il n'est même plus besoin d'en parler - il y aurait, selon les Américains, « *plus d'un tiers de communistes* » dans l'armée italienne.

Aussi Schlesinger, qu'habite l'esprit des croisades, est-il venu en Allemagne, le mois dernier, pour une grande tournée des popotes. A l'Ecole des blindés de Munster, il a prononcé un discours très gratifiant pour un parterre d'officiers allemands: « *L'Allemagne est le bastion de l'Alliance* », la Bundeswehr joue un rôle décisif dans l'O.T.A.N. « *non seulement pour la défense de votre pays mais aussi pour la protection des pays voisins* ». L'Américain avait oublié de demander à ces pays voisins ce qu'ils pensaient de la « protection » allemande. Pourtant, quelques jours auparavant, l'ancien général d'aviation Steinhoff avait lancé à ses compatriotes un avertissement très clair: « *Je suis terrorisé devant la perspective d'une défense européenne reposant exclusivement sur le couple germano-américain.* » Schlesinger, manifestement, ne partage pas cette angoisse.

En revanche, dans les milieux de l'O.T.A.N., à Bruxelles, on ne minimise pas la menace: si les Allemands supportent la plus grande charge, ils exigeront des droits plus grands. L'argument serait irrecevable dans un aréopage purement européen. Mais il pèsera d'un poids non négligeable dans le dialogue germano-américain, qui est, désormais, au moins aussi important pour le destin du vieux continent que les rencontres périodiques de chefs de gouvernement désenchantés — et désargentés.

FRANÇOIS SCHLOSSER
(Enquête de Christina Bener)

(1) Voir l'article de Josette Alia, p. 50 .